

Économie et sortie de crise

Tribune – Edito - Georges Rabehevitra – 13/01/11

[...] Les deux années de crises politiques ont mis à genoux l'économie du pays. Le nier relèverait de la fanfaronnade ou pire, de l'inconscience qui frise la folie.

Les mesures prises pour essayer de contenir les prix du carburant ou du riz ne sont que des mesures purement conjoncturelles à court terme, mais dont les conséquences économiques à moyen terme peuvent s'avérer désastreuses.

Les émeutes dont je parle plus haut ont eu lieu dans des pays qui ont eu l'habitude de subventionner les prix alimentaires de base (blé, riz, huile ou sucre). Ces subventions se sont faites depuis de longues années au détriment du budget de l'État (plus de dépenses courantes et moins de recettes de taxes). Donc, si l'on continue ces mesures (en fait ce n'est pas une politique économique au vrai sens du mot), cela veut dire qu'à un moment ou un autre, si la hausse se poursuit, tout le budget de l'État ne suffirait pas à contenir la hausse inévitable des prix alimentaires et du carburant pour 2011. La hausse sera donc plus brutale et inacceptable pour les acteurs économiques, les entreprises et les ménages, et donc pour la grande majorité de la population.

Le baril de pétrole est passé en 2010 de 68\$ à environ 100\$ le baril. Pendant ce même laps de temps, l'ariary s'est dévalué par rapport au dollar de + de 16%. Cela vous donne une idée de que sera la facture pétrolière du pays en 2011 (effet multiplicatif). Essayer de contenir ces hausses par de simples mécanismes en faveur des pétroliers (change fixe du dollar) est illusoire dans la durée, et va plomber encore plus les recettes de l'État.

Le cas du riz est le plus symptomatique car c'est une denrée vitale pour nous les malgaches. De 2003 à 2007, grâce à l'appui de la FAO et de l'AFD, et avec un ministère dirigé par un vrai technicien (Harison Randriarimanana) qui s'y connaissait, il y a eu une véritable politique concernant cette filière, de la production jusqu'à la commercialisation (que ce soit sur le marché local ou en import). Le projet était vraiment un projet initié par la FAO, financé en grande partie par l'AFD, et le pouvoir de l'époque n'a fait que suivre et mis en œuvre ce qui avait été recommandé. Pendant cette période, malgré la hausse continue de cette denrée sur le marché mondiale, notre pays commençait vraiment à amortir les à-coups des importations encore nécessaires faute d'autosuffisance. Les producteurs (les paysans en général) et les consommateurs y trouvaient leur compte.

Les deux ans de crise et l'absence totale de continuité de l'Etat, a mis par terre tout ce dispositif qui commençait à porter réellement ses fruits.

Avec le peu d'argent disponible, le Pouvoir de Transition a préféré construire des hôpitaux ou des salles de spectacle, ou se pencher sur d'autres choses « plus urgentes » telles que la Passerelle internationale unique ou le Contrôle des denrées à l'embarquement pour les importations, au lieu de continuer l'aménagement de la plaine de la Betsiboka ou du Lac Alaotra, promouvoir le semis direct, renforcer les moyens de l'Observatoire du riz...

Quand on regarde les chiffres concernant les dépenses de fonctionnement de l'État, rien qu'en dépenses de solde (salaires), on est consterné par tant de folie : des chiffres de 22 ou même 45% d'augmentation sont relevés pour les personnels de l'Armée ! Alors que dans le même temps, on diminue les recettes de l'État en subventionnant à tout va, en détaxant autant que l'on peut ou en utilisant des mécanismes complètement défavorables aux recettes de l'État, tel que cela a été fait pour maintenir artificiellement le prix du carburant. Même au Venezuela ou en Iran, grands producteurs de pétrole, on a fini par lâcher du lest en diminuant les subventions sur les produits pétroliers.

Même si les bailleurs revenaient, ils mettraient leurs conditions pour que les fonds octroyés n'aillent pas juste boucher des trous béants, conséquences de la non-maîtrise des dépenses de fonctionnement de l'État.

Les dirigeants seraient-ils tombés sur la tête ou y-a-t il une réelle volonté de ruiner le pays en se disant « après moi le déluge » ?

Il est donc à craindre que l'année 2011 ne soit une année terrible, la vraie « annus horribilis » du point de vue économique, et si la stabilité politique ne survient pas rapidement, l'économie de notre pays ne s'en relèvera pas de sitôt. Il faudrait encore au moins une génération pour sortir des ténèbres économiques dans lesquels quelques « jusqu'au-boutistes » ont plongé le pays.

Comme d'habitude et comme partout ailleurs dans le monde, c'est la population des grandes villes qui sera la plus touchée (c'est déjà le cas depuis deux ans) et sera la plus vulnérable à toute incitation à la révolte et aux émeutes. Une instabilité chronique et de longue durée serait donc à craindre. Dans ce cas, le pays serait encore plus à la merci des vautours (dont les opérateurs de certains pays qui profitent déjà parfaitement des instabilités politiques pour asseoir leur mainmise) qui ne demandent que cela pour s'accaparer les ressources naturelles non encore exploitées. La tentation serait grande aussi pour ceux qui ne sont au pouvoir que pour une durée très limitée, d'aller brader les mêmes ressources aux mêmes vautours, moyennant une corruption galopante.

C'est ce qui est déjà un peu le cas depuis deux ans de crise, non ?

Mesdames et Messieurs les responsables du Pouvoir de Transition et les autres politiques qui pensez plus à vos sièges et à vos rémunérations qu'à l'intérêt réel à moyen terme du pays, vous ne pourrez pas alors dire : « on ne savait pas ».

Vous êtes responsables, donc vous serez forcément coupables et comptables devant la Nation toute entière et je dirai même plus : devant la génération future.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Economie-et-sortie-de-crise,15330.html>